

De la compagnie d'assurance Mutuelle sur la vie d'*Ontario*, demandant un acte d'incorporation.

Du conseil municipal de la ville de *St. Thomas*, province d'*Ontario*, demandant que la pétition de la compagnie du chemin de fer du Sud du *Canada* ne soit accordée qu'aux conditions spécifiées dans la dite pétition.

De *Charles A. M. Globensky*, de *St. Eustache*, dans la province de *Québec*, demandant qu'il soit passé un acte pour déclarer que l'acte passé à la dernière session, intitulé : " Acte concernant la banque Jacques-Cartier," ne s'appliquera pas dans le cas d'une certaine action portée par le pétitionnaire devant la cour supérieure du district de *Montréal* contre *Romuald Trudeau* et autres, laquelle action est actuellement pendante devant la dite cour.

De l'association de construction de *Montréal*, demandant la passation d'un acte pour autoriser la dite compagnie, sous tel nom qu'il lui sera donné par la législature de *Québec* actuellement en session, à exercer dans tout le *Canada* les pouvoirs ordinairement accordés aux compagnies de prêt et de placement, concurremment avec les pouvoirs à elle accordés par la dite législature, et demandant aussi la détermination du taux d'intérêt que la dite compagnie pourra exiger sur ses prêts.

Sur motion de l'honorable *M. Miller*, secondé par l'honorable *M. Dickey*, il a été Ordonné, que l'ordre pour la seconde lecture, mardi prochain, du bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie d'express *Fishwick* et des messageries des marchands " soit rayé et que le dit bill soit lu une seconde fois demain.

Sur motion de l'honorable *M. McMaster*, secondé par l'honorable *M. Wilmot*, il a

Ordonné, que l'ordre du jour pour la seconde lecture, mardi prochain, du bill intitulé : " Acte pour incorporer la société des missions étrangères des *Regular Baptists* d'*Ontario* et de *Québec* " soit rayé et que le dit bill soit lu la seconde fois demain.

L'honorable *M. Aikins* a présenté à la Chambre un bill intitulé : " Acte pour faire droit à *Hugh Hunter*."

Le dit bill a été lu la première fois.

L'honorable *M. Aikins*, secondé par l'honorable *M. Leonard*, a proposé :

Que le dit bill soit lu une seconde fois, vendredi, le huitième jour de mars prochain, et qu'avis en soit affiché aux portes de cette Chambre, et que les sénateurs soient notifiés d'être présents, et que le dit *Hugh Hunter* soit entendu par son conseil à la dite seconde lecture, sur la vérité des allégations du dit bill, et qu'il soit signifié copie du dit bill à *Catherine McPhee* ou *Catherine Hunter*, sa femme, et qu'avis lui soit donné de la seconde lecture, ou qu'il soit produit des preuves suffisantes de l'impossibilité de lui donner cet avis, et qu'il lui soit permis en même temps d'être entendue par son conseil pour faire valoir les raisons qu'elle peut avoir à donner contre le dit bill. Que le dit *Hugh Hunter* comparaisse devant cette Chambre le huitième jour de mars prochain, afin d'être examiné lors de la seconde lecture du dit bill, si la Chambre le juge à propos, pour constater s'il y a eu quelque collusion directe ou indirecte de sa part, relativement à quelque adultère que peut avoir commis sa femme, ou s'il y a eu quelque collusion directe ou indirecte entre lui et sa femme ou quelque autre personne ou personnes, au sujet du dit bill de divorce, ou relativement à aucune action qu'il peut avoir intentée en justice à quelque personne pour cause de relations criminelles avec la femme de lui, le dit *Hugh Hunter*.

Et si, au temps de l'adultère dont il se plaint, sa femme, en vertu d'un contrat ou autrement, de son consentement, vivait séparée de lui et dispensée par lui, en tant qu'il le peut faire, de ses devoirs conjugaux, ou si, au temps du dit adultère, elle cohabitait avec lui et vivait sous sa protection et son autorité maritale.